

ÉRIC AGRİKOLIANSKY OLIVIER FILLIEULE NONNA MAYER

L'ALTER MONDIALISME EN FRANCE

LA LONGUE HISTOIRE D'UNE NOUVELLE CAUSE

Flammarion

Sous la direction de
Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer

L'ALTERMONDIALISME EN FRANCE

La longue histoire d'une nouvelle cause

Flammarion

© Éditions Flammarion, 2005
ISBN : 2-08-210445-1

SOMMAIRE

Avant-propos	9
Introduction : Aux origines de l'altermondialisme français	13
CHAPITRE 1. Du tiers-mondisme à l'altermondialisme : genèse(s) d'une nouvelle cause	43
CHAPITRE 2. Le monde paysan et les sources chrétiennes de la solidarité internationale	75
CHAPITRE 3. Du Larzac à la Confédération paysanne de José Bové	107
CHAPITRE 4. Les architectes de l'altermondialisme. Registres d'action et modalités d'engagement au <i>Monde diplomatique</i>	143
CHAPITRE 5. Médias alternatifs et média-activistes	175
CHAPITRE 6. L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage	199
CHAPITRE 7. Les grèves de décembre 1995 : un moment fondateur ?	233
CHAPITRE 8. La constitution d'un front antilibéral : l'union syndicale Groupe des dix-Solidaires et ATTAC	265
CHAPITRE 9. La CGT, entre soutien distancié et refondation de l'activité internationale	291
CHAPITRE 10. Le creuset de la mobilisation anti-AMI de 1998	317
Annexes	339

Avant-propos

1^{er} juin 2003. À l'occasion de la tenue du sommet du G8 à Évian, plus de 100 000 personnes se rassemblent de part et d'autre de la frontière franco-suisse pour manifester contre les multinationales et la dette, mais aussi, côté français, contre la réforme des retraites et le démantèlement des services publics. Le rassemblement s'est opéré les jours précédents au sein de villages alternatifs, en fonction des affinités politiques. La sensibilité LCR domine, côté français, dans le « village intergalactique », les libertaires se regroupant pour leur part, à quelques coudées, au village anti-capitaliste alternatif anti-guerre (VAAAG). De leur côté, les militants d'ATTAC se retrouvent avec plusieurs ONG, le PCF et les Verts, sur les terrains jouxtant les pistes de l'aérodrome d'Annemasse. Côté suisse, un campement plus hétéroclite et plus international s'est formé sur un terrain voisin du campus de l'université de Lausanne. Dans la matinée, deux cortèges convergent à la frontière, à la suite d'actions de blocage menées dès l'aube. Une myriade d'associations est présente, rassemblant un tiers de Français, un tiers de Suisses, mais aussi un tiers de personnes venues du reste de l'Europe ¹.

Côté français, réforme des retraites oblige, le cortège s'ouvre par une banderole « Personnel en lutte », avec, notamment,

1. Ce qu'indique une enquête par questionnaires en cours de traitement menée conjointement par les universités de Lausanne (O. Fillieule et F. Passy), Paris-I et IX (É. Agrikoliansky et I. Sommier) et Genève (M. Bandler).

des représentants d'établissements scolaires en grève, suivis des syndicats, par exemple la FSU enseignants et le Groupe des dix-Solidaires. Très nombreux, les militants d'ATTAC dénoncent « le pouvoir des multinationales » et la « casse des services publics », aux côtés d'un ensemble d'associations spécialisées dans les rapports Nord-Sud, comme le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde, qui stigmatise l'« esclavage de la dette » au moyen d'une énorme chaîne de carton, tandis que Greenpeace et le réseau Sortir du nucléaire offrent un concert de bidons symbolisant des fûts de déchets. Mais le plus frappant du défilé tient sans doute à l'imposante présence du bloc anarchiste « contre les saigneurs du G8 », qui rassemble près de 5 000 personnes. Pour la première fois de leur histoire, les différents courants libertaires (Alternative libertaire, Fédération anarchiste, réseau No Pasaran, CNT anarcho-syndicaliste) se trouvent réunis au sein d'une coordination, la CLAAACG8, ou Convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes contre le G8.

Les protestations qui ont entouré le sommet du G8 à Évian s'inscrivent dans un cycle transnational de contestation visant la mondialisation néolibérale. Il est généralement admis que ce cycle naît avec les manifestations de Seattle contre l'OMC en 1999. Pourtant, à y regarder de plus près, ce roman des origines s'avère peu convaincant. D'une part, tout indique que si le contre-sommet de Seattle acquiert une telle visibilité, c'est qu'il est le produit d'un intense travail de mobilisation antérieur, occulté par le succès même de l'événement ; d'autre part, et là réside sans doute l'obstacle central aux tentatives de penser la genèse de l'altermondialisme ¹, tout porte à croire que l'émergence de ce mouvement multinational n'a pas connu le même *tempo* ni pris les mêmes chemins selon les contextes nationaux dans lesquels il s'enracine. La nature des revendications avancées à Évian par les groupes français, ainsi que les formes prises par les alliances politiques

1. Pour désigner ces acteurs nous reprenons le qualificatif qu'ils emploient eux-mêmes.

au sein de cette vaste coalition de groupes que peu de choses *a priori* rapprochaient l'indiquent on ne peut plus clairement.

Pour s'en tenir à un exemple, le destin de la thématique altermondialiste dans un pays voisin de la France, en l'occurrence l'Italie, ne peut se comprendre que si l'on tient compte du contexte si particulier de la Seconde République, marqué par la crise de légitimité des institutions et du personnel politique à la suite de Tangentopoli et de l'effondrement des partis politiques traditionnels, la formation de nouvelles entreprises politiques, comme Girotondi et Libertà e giustizia, leur recentrage sur la lutte contre la corruption et la revendication d'une reprise en main du bien commun par ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile » ¹.

Plutôt que de prendre pour argent comptant l'existence d'un mouvement altermondialiste transnational, mieux vaut donc modestement commencer par se poser la question des voies par lesquelles, dans chaque pays, ont émergé les thématiques altermondialistes, des porte-parole qu'elles ont suscités, des contextes qui les ont favorisées. C'est à cette tâche que ce livre est consacré ².

À partir du cas français, il s'attache à montrer que le mouvement altermondialiste émerge au confluent de traditions

1. Sur les bouleversements du jeu politique italien, voir la thèse de Hervé Rayner, « Sociologie des scandales politiques. *Tangentopoli* et le basculement du jeu politique italien (1992-1994) », thèse de doctorat en science politique, Paris-X-Nanterre, décembre 2001. Sur le mouvement alter italien, voir Massimiliano Andretta, Donatella della Porta, Lorenzo Mosca, Herbert Reiter, *Global, No Global, New Global*, Rome/Bari, Laterza, 2002.

2. Il s'appuie sur une partie des communications présentées lors d'un colloque universitaire international qui s'est tenu en décembre 2003 à Paris. Organisé par le GERMM (Groupe d'études et de recherches sur les mutations du militantisme) et l'Association française de science politique, soutenu par le CNRS, la Fondation de France et plusieurs laboratoires (le CEVIPOF, le CURAPP, le CRPS, le CREDEP) et qui a réuni durant deux jours et demi des politistes, des historiens et des sociologues d'une dizaine de pays, spécialistes des mouvements altermondialistes. D'autres contributions à ce colloque ont fait l'objet de publications séparées : sur les ONG, dans la *Revue française de science politique* (n° 54-3, 2004), sur les militants, dans un numéro de la revue *Politix*, n° 67, décembre 2005.

militantes et de courants idéologiques anciens qui trouvent dans ce nouveau combat un espace de reconversion. Il vise d'abord à brosser un tableau de ces filiations : les luttes contre la dette du tiers-monde, la gauche post-soixante-huitarde, l'anarchisme qui trouve une seconde jeunesse avec les « groupes d'affinités », mais aussi les mouvements chrétiens de solidarité internationale, les mobilisations paysannes, le syndicalisme ouvrier, les médias critiques et alternatifs, etc. Cette préhistoire de l'altermondialisme manifeste la diversité de ce qui est plus une nébuleuse qu'un mouvement et ne se réduit pas, comme on le croit trop souvent, à son médiatique porte-drapeau, ATTAC. Elle met notamment en lumière, aux côtés d'une tradition de gauche d'inspiration marxiste, le poids du catholicisme social et du militantisme chrétien, très tôt tournés vers la solidarité internationale.

La réflexion porte ensuite sur les conditions de convergence et de rapprochement de ces traditions si diverses. Elle analyse les recompositions du champ syndical et associatif qui ont nourri la contestation altermondialiste, des mouvements des « sans » (sans papiers, sans logis, sans emploi) aux coordinations et dissidences syndicales (SUD, FSU, Confédération paysanne). Elle fait ressortir les événements qui ont joué le rôle de catalyseurs, du Larzac aux grèves de 1995 contre le plan Juppé et à la mobilisation contre l'AMI en 1998. Elle pointe les médiateurs, les réseaux, comme ceux du *Monde diplomatique* et les personnalités phares comme José Bové, qui ont facilité le dialogue entre ces mouvements hétérogènes.

Si le cas français est au cœur de cet ouvrage, il est replacé dans une perspective comparative. Les cas italien, espagnol et américain sont notamment abordés, à la fois pour comprendre la spécificité française et pour saisir comment des idées, des savoir-faire, des formes d'organisation et des militants circulent d'un pays à l'autre au sein de ce mouvement et lui donnent une dimension transnationale, pour saisir comment s'articulent enfin mobilisations « locales » et lutte « globale ».

Introduction

AUX ORIGINES DE L'ALTERMONDIALISME FRANÇAIS

La France représente l'un des plus anciens et des plus actifs foyers d'activisme contre la mondialisation néolibérale. C'est à Paris, dès la fin des années 1980, que s'esquissent les premiers mouvements prenant pour cible les institutions internationales et défendant l'idée d'une justice planétaire globale. Quelques mois avant Seattle, c'est encore en France qu'émerge la première coordination contre les nouvelles règles de l'économie mondialisée : la mobilisation contre l'AMI. C'est enfin et surtout dans l'Hexagone que naît, à l'initiative du *Monde diplomatique*, l'association ATTAC, qui constitue la principale organisation altermondialiste aujourd'hui dans le monde. C'est de la même manière les dirigeants d'ATTAC qui furent à l'origine de l'organisation du premier Forum social mondial. Or le rapide développement de cette nouvelle cause en France ne peut que surprendre. Alors que les commentateurs évoquaient depuis la fin des années 1980 la crise du militantisme et du politique, le déclin de l'engagement et l'atonie du citoyen abstentionniste, une association comme ATTAC parvenait en quelques mois, et à la surprise même de ses promoteurs, à rassembler plusieurs dizaines de milliers d'adhérents. S'agissant des contre-sommets et des forums sociaux ¹, dans lesquels la

1. Pour une analyse de la participation au deuxième Forum social européen (2003), voir Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie*

présence française est toujours massive, comment comprendre que des milliers de militants, jeunes et moins jeunes, parcourent parfois des centaines de kilomètres pour débattre avec d'austères experts de la dette du tiers-monde, du contrôle des institutions financières internationales ou des effets des politiques industrielles des pays développés sur l'environnement ? Comment des enjeux et des problèmes qui paraissent lointains, distants et abstraits peuvent-ils déclencher ce vaste mouvement de mobilisation qui rompt avec les formes routinières de l'action protestataire ?

Pour saisir les mécanismes de ce nouveau cadre d'action collective, il importe d'abord de présenter les analyses sociologiques classiques de l'émergence des mouvements sociaux et les délicats problèmes théoriques que suscite cette entreprise. Ce détour permet de comprendre que la lutte contre la mondialisation ne constitue pas une simple réaction mécanique et spontanée au processus d'internationalisation de l'économie et des politiques institutionnelles. Il amène ainsi à faire la généalogie du mouvement altermondialiste en France et invite à considérer cette nouvelle revendication comme le produit de dynamiques propres à l'espace politique national. La vague de protestations contre la mondialisation qui marque la fin des années 1990 peut être analysée comme le fruit de la mobilisation et de la reconversion partielle d'un ensemble de militants et d'organisations qui trouvent dans cette cause un nouvel espace pour déployer leurs luttes.

De la mondialisation à l'altermondialisme : économie, politique et mouvements sociaux

Dans un texte désormais classique, Verta Taylor montre de manière pertinente comment les spécialistes des mouvements sociaux des années 1960 ont accredité le mythe de leur

du mouvement altermondialiste. Le deuxième Forum social européen, Paris, La Dispute, 2005.

« immaculée conception »¹. L'expression même de « nouveaux mouvements sociaux », dont on sait la fortune critique, traduit bien cet aspect irruptif. De nombreuses recherches ont pourtant souligné le côté réducteur d'une telle vision en analysant les continuités et les filiations de ces mouvements². Mais les charmes de la radicale nouveauté ont trop d'attraits pour le commentateur pressé et le sociologue impatient. Certes, une large part des travaux consacrés aux mouvements sociaux s'est attachée à déterminer leurs facteurs d'émergence, mais les résultats demeurent peu satisfaisants, notamment parce qu'ils se sont longuement arrêtés sur un concept flou et peu convaincant, celui de *structure des opportunités politiques*. Il n'est pas question ici de rouvrir la discussion sur la valeur de cet instrument³. Il s'agit plutôt, en revenant brièvement sur ce que cette littérature nous enseigne sur la question de l'émergence, de rompre avec certains présupposés qui guident habituellement l'interprétation des faits et de poser un cadre d'analyse en partie alternatif plus à même d'expliquer l'altermondialisme.

1. Verta Taylor, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 54 (5), 1989, p. 761-775, repris en français in Olivier Fillieule (dir.), *Devenir militants. Approches sociologiques du désengagement*, Paris, Belin, 2005.

2. Voir par exemple Maurice Isserman, *If I had a Hammer : The Death of the Old Left and the Birth of the New Left*, New York, Basic, 1987 ; Doug McAdam, *Freedom Summer. The Idealists Revisited*, Oxford, Oxford University Press, 1988 ; et Verta Taylor, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », art. cit.

3. Voir Charles Kurzman, « Structural Opportunity and Perceived Opportunities in Social Movement Theory : Evidence from the Iranian Revolution of 1979 », *American Sociological Review*, 61, 1996, p. 153-170 ; Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997 ; Jeff Goodwin, James Jasper, « Caught in a Winding, Snarling Vine », *Sociological Forum*, 14 (1), 1999, p. 27-54 ; Lilian Mathieu, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52 (1), 2002, p. 75-100.

Le modèle du « processus politique »

À partir du milieu des années 1970, en réaction aux modèles psychologiques d'explication des mouvements sociaux en termes d'aliénation ou de frustration relative, les sociologues dits de la mobilisation des ressources ont imposé une vision rationnelle de l'action collective centrée sur les ressources entrepreneuriales et organisationnelles. Ce faisant, ils ont écarté le rôle des facteurs politiques et institutionnels et, plus généralement, les conditions sociales qui affectent la forme, l'ampleur et donc les conséquences de l'action protestataire. L'entreprise d'imposition d'un nouveau paradigme passa donc à la fois par le rejet de toute approche micro-sociale et psychologique et par la minimisation des facteurs environnementaux. De ce point de vue, lorsque John McCarthy et Mayer N. Zald affirment qu'« il y a toujours assez de mécontentement dans une société pour fournir les bases d'un mouvement, à la condition que ce mouvement soit effectivement organisé et qu'il ait à sa disposition le pouvoir et les ressources de quelques élites établies », ajoutant : « Allons même plus loin : les mécontentements peuvent être définis, créés, et manipulés par les dirigeants et les organisations »¹, ils s'attaquent en même temps aux deux piliers des théories du comportement collectif que sont les perceptions individuelles et les déterminants structurels.

Pourtant, et notamment sous l'influence grandissante des recherches historiques menées par Charles Tilly, le poids des ressources organisationnelles dans l'émergence des mouvements va être progressivement relativisé et les facteurs structurels réintroduits, donnant ainsi naissance au modèle dit du processus politique. Doug McAdam tout particulièrement, à partir d'une interrogation sur le rythme du mouvement des droits civiques aux États-Unis, estime que la seule disposition de ressources ne suffit pas à expliquer

1. John McCarthy, Mayer N. Zald (dir.), *The Trend of Social Movement in America : Professionalization and Resource Mobilization*, Morristown, N. J. General Learning Corporation, 1973, p. 251.

l'émergence de la mobilisation. D'où l'idée que « le potentiel d'insurrection des groupes exclus découle du "pouvoir structurel" que leur offre leur position politico-économique¹ », position pouvant évoluer aussi bien en fonction de transformations macrostructurelles que des interactions entre les contestataires et leur environnement. Le modèle qu'il propose fait dépendre « l'expansion des opportunités politiques » aussi bien que « la force des organisations indigènes »² du changement socio-économique. Ces deux derniers éléments à leur tour peuvent produire une prise de conscience des acteurs (*cognitive liberation*) et déboucher *in fine* sur l'émergence d'un mouvement social.

Ce modèle constitue encore aujourd'hui la matrice de la plupart des recherches. Un tel succès s'explique aisément. Il permet d'intégrer, sans rien renier du paradigme de la mobilisation des ressources, la dimension structurelle mise en lumière par les théories du comportement collectif au moment où, en Europe principalement, les recherches s'inscrivant dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux insistent sur la transformation du rapport au politique et, partant, des formes de mobilisation, sous l'effet de déterminants macro-structurels. Ainsi, de nombreux sociologues rendent compte de l'émergence de nouvelles causes comme la défense de l'environnement par le développement d'un radicalisme propre aux nouvelles classes moyennes, dont l'*explicandum* serait à chercher dans leur position spécifique par rapport à la production industrielle³.

Bien vite, pourtant, il est apparu qu'une telle approche, ainsi que les indicateurs mobilisés pour en rendre compte avaient toutes les chances de déboucher sur une impasse.

1. Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970* [1982], Chicago, University of Chicago Press, 2nd édition, 1999, p. 108-112.

2. *Ibid.*, p. 40, 44.

3. Par exemple, Ronald Inglehart, *The Silent Revolution : Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1977 ; ou encore Stephan Cotgrove, Andrew Duff, « Environmentalism, Middle Class Radicalism and Social Politics », *Sociological Review*, 28 (2), 1980, p. 333-349.

Parce qu'il ne se soucie pas de savoir par quelles *médiations* les acteurs éprouvent les contraintes structurelles et s'y plient, le modèle du processus politique néglige la manière complexe et parfois contradictoire dont les structures influencent les mobilisations. À partir du milieu des années 1990, face à la montée de cette critique, Doug McAdam, John McCarthy et Mayer Zald¹ ont proposé une modélisation des processus de mobilisation qui inclut les trois dimensions : la structure des opportunités politiques, les organisations (*mobilizing structures*)² et les cadres d'interprétation (*framing processes*)³. Ils tentent de les articuler en distinguant les processus d'émergence de ces mouvements, leur développement et leur efficacité. Sur ce premier point qui nous intéresse ici, c'est bien l'ouverture des « opportunités politiques » qui demeure première, même si l'existence d'une structure organisationnelle et les perceptions des acteurs constituent autant de dimensions facilitatrices.

Dans ce qui suit, nous défendons l'idée d'une approche alternative à cette vision encore fortement marquée d'un biais structural, à partir d'un double constat. Il nous paraît nécessaire à la fois de reconnaître la capacité des mouvements à créer eux-mêmes des opportunités et de ne pas s'en tenir seulement aux rapports entre État et contestataires, ce qui suggère que l'on revienne à la notion ici heuristique de « champ multi-organisationnel », proposée en 1973 par Russell Curtis et Louis Zurcher. Elle permet de penser l'espace des mobilisations

1. Doug McAdam, John McCarthy, Mayer N. Zald, « Introduction : Opportunities, Mobilizing Structures, and Framing Processes – Toward a Synthetic, Comparative Perspective on Social Movements », in Doug McAdam, John McCarthy, Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives on Social Movements*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 1-19.

2. Ce qui revient à prendre en compte à la fois les « ressources organisationnelles » telles que définies par McCarthy et Zald dans leurs premiers travaux et aussi le rôle des communautés préexistantes soulignées par Oberschall et la littérature sur les réseaux et le processus de recrutement.

3. Ce qui revient à prendre en compte non seulement les apports de William Gamson, mais aussi la tradition des nouveaux mouvements sociaux et son insistance sur les identités, ainsi que les apports de l'équipe de David Snow autour de la notion de cadres.

de manière dynamique, en situant un mouvement parmi d'autres acteurs dans un champ d'alliance et de conflit¹.

Ces dernières années, McAdam s'est orienté dans cette même direction, proposant dans sa réédition de *Black Insurgency*² en 1999 de repenser la dynamique des mouvements. Il rejoint ainsi les remarques de Jeff Goodwin et James Jasper à propos de la manière de penser le fonctionnement des opportunités³. Autrement dit, « loin de constituer des stocks préexistants à l'action et structurellement insensibles, les opportunités s'actualisent de manière continue dans les rapports des mouvements aux contextes dans lesquels ils sont pris⁴ ».

On note en particulier une interdépendance étroite entre la modification des répertoires d'action et la succession des vagues de mobilisation. L'émergence des mouvements s'inscrit souvent dans le développement temporel d'un cycle de protestation porté par un ou deux mouvements *créateurs* d'opportunités. Sidney Tarrow a ainsi montré qu'en Italie la contestation de la fin des années 1960 a fourni aux nouveaux mouvements sociaux un ensemble de ressources qui explique largement leur succès, en légitimant un climat d'agitation permanente, en modifiant les répertoires usuels, en transmettant des savoir-faire militants. S'appuyant sur l'histoire du mouvement féministe américain, Verta Taylor a également souligné l'importance des « structures de rémanence » (*abeyance*) et des réseaux dormants dans la (re)naissance des mobilisations⁵. Doug McAdam enfin, à partir d'une analyse

1. Russell L. Curtis, Louis A. Zurcher, « Stable Resources of Protest Movements : the Multi-Organizational Field », *Social Forces*, 52, 1973, p. 53-61.

2. Doug McAdam, *Political Process*, *op. cit.*, p. 221.

3. Jeff Goodwin, James Jasper, « Caught in a Winding, Snarling Vine », *art. cit.*, p. 12.

4. Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue*, *op. cit.*, p. 55.

5. Verta Taylor, « Social Movement Continuity : The Women's Movement in Abeyance », *art. cit.* Voir également, dans le contexte des régimes non démocratiques, Olivier Fillieule, Mounia Benani-Chraïbi, « Exit, voice, loyalty et bien d'autres choses encore... », in Mounia Bannani-Chraïbi, Olivier Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 43-126.

de l'émergence du mouvement homosexuel aux États-Unis, propose de distinguer entre mouvements « initiateurs » et mouvement « suiveurs » (*spin-off movements*), ceux-ci se développant à la faveur de l'appel d'air créé par le succès du mouvement des droits civiques¹. L'auteur précise que les mouvements initiateurs ne constituent d'ailleurs pas une opportunité favorable pour tous les *spin-off movements*. Ils contribuent à en faire disparaître d'autres, en les frappant d'obsolescence ou en les écrasant de leur poids, suivant une logique similaire à celle du fonctionnement de l'agenda médiatique². Remarque qui nous ramène à la notion d'espace des mobilisations ou de champ multi-organisationnel, en soulignant l'importance de la structuration, tant diachronique que synchronique, des systèmes d'alliance et de conflit pour comprendre la naissance, le succès ou l'échec d'un mouvement. Et cet espace n'est pas nécessairement confiné dans le cadre d'une unité nationale, comme le montrent, pour s'en tenir à deux exemples évidents, le mouvement altermondialiste et les mouvements islamistes.

Globalisation et transformations de l'action collective

Cette perspective conduit à poser en des termes nouveaux la question de l'émergence des protestations altermondialistes. Dans la littérature existante, une explication commune semble s'être imposée. Mouvement radicalement novateur par ses modes d'actions, ses objectifs et ses militants, l'altermondialisme serait le produit d'évolutions économiques et politiques de long terme qui affectent les pays occidentaux³.

1. Doug McAdam, « "Initiator" and "Spin-off" Movements : Diffusion Processes in Protest Cycles », in Mark Traugott (dir.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham et Londres, Duke University Press, 1995, p. 217-239.

2. Doug McAdam, John McCarthy, Mayer N. Zald (dir.), *Comparative Perspectives*, op. cit., p. 32-33.

3. Pour une présentation de ces modèles, voir Jackie Smith, Hank Johnston (dir.), *Globalization and Resistance, Transnational Dimensions*

Il traduirait d'abord l'extension du capitalisme à l'échelle du monde et les transformations traumatiques que l'émergence d'un marché mondial produirait sur les sociétés « post-industrielles¹ » du Nord comme du Sud. Ce « retour de la question sociale² » serait suscité par les nouvelles formes d'exclusion et de précarité que génère le capitalisme global. Les nouveaux maux pousseraient les individus à rechercher de nouvelles formes de protestation qui ne peuvent plus s'exprimer dans les cadres classiques du mouvement ouvrier. L'altermondialisme incarnerait une « internationale sans nom des résistances³ » face à la forme impériale prise par la domination économique et politique au tournant du siècle⁴.

Les transformations politiques de grande ampleur qui affectent les États-nations et la perte corrélative de leur maîtrise de l'économie constitueraient un second facteur déterminant. Alors que le retour d'un contrôle politique des marchés est l'une des principales revendications des altermondialistes, l'État-nation ne serait plus un interlocuteur pertinent. La phase de réorganisation du « système-monde⁵ » qui caractériserait le tournant du XXI^e siècle serait donc propice à un contournement de l'État, structure obsolète et déclinante délaissée au profit de nouveaux acteurs comme les institutions monétaires internationales ou de structures politiques régionales telles que l'Union européenne. De ce point de vue, la transnationalisation

of Social Movements, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2002. Pour une discussion critique de ces analyses, voir aussi Donatella della Porta, Sydney Tarrow (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, Inc., 2004.

1. Pour une analyse en ces termes et inspirée de la sociologie d'Alain Touraine, voir Michel Wievorka, « Un autre monde est possible », in Michel Wievorka (dir.), *Un autre monde est possible*, Paris, Balland, 2003.

2. Christophe Aguiton, Daniel Bensaïd, *Le Retour de la question sociale*, Lausanne, Page deux, 1997.

3. Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001.

4. Michael Hardt, Antonio Negri, *Empire*, Paris, Éditions Exil, 2000.

5. Terence K. Hopkins, Immanuel Wallerstein (dir.), *The Age of Transition : Trajectory of the World System, 1945-2025*, Londres, Zed Press, 1996.

de la protestation ne serait pas uniquement le fait des mouvements antiglobalisation. Elle refléterait plus largement l'émergence d'une « société civile mondiale », produit à la fois du développement de réseaux transnationaux d'activistes et d'ONG et de l'ébauche d'une sphère publique transnationale qui favoriserait l'apparition d'une nouvelle scène pour l'action collective¹. Réplique à l'internationalisation des sphères économique et politique, cette société civile globale traduirait en outre l'essor des moyens de transport et de communication censés faciliter cette *dé-nationalisation* de la protestation².

À l'encontre de ces analyses, que partagent aujourd'hui nombre de commentateurs et d'acteurs du mouvement eux-mêmes, nous proposons de mettre en avant trois principes de méthode, écartant les causalités qui reposent sur d'hypothétiques processus macrosociologiques. Premièrement, ces processus reposent sur une évidence trompeuse, selon laquelle l'extension du capitalisme s'accompagnerait inexorablement du déclin de l'État-nation et des formes politiques nationales, au profit d'une nouvelle sphère politique internationale.

1. Pour la notion de société civile transnationale, voir Ann M. Florini (dir.), *The Rise of Transnational Civil Society*, Tokyo/Washington, Japan Center for International Exchange/Carnegie Endowment for International Peace, 2000 ; Jackie Smith, Charles Chatfield, Ron Pagnucco, *Transnational Social Movements and Global Politics. Solidarity beyond the State*, New York, Syracuse University Press, 1997.

2. De la même manière, l'historien américain Charles Tilly, replaçant dans le temps long des processus historiques les évolutions de la contestation politique, a montré dans ses travaux comment les répertoires d'action se sont profondément transformés au cours du XIX^e siècle sous l'effet de la *modernisation* et des changements structureaux majeurs qu'elle produit, tels l'avènement du capitalisme moderne et la construction des États-nations, la nationalisation des marchés politiques, l'urbanisation et le développement des mass media, l'institutionnalisation, enfin, de la démocratie libérale avec le suffrage universel direct et le développement des associations volontaires (Charles Tilly, *La France conteste*, Paris, Fayard, 1986). L'internationalisation actuelle de la protestation pourrait en quelque sorte constituer la réplique, un siècle et demi plus tard et à un échelon supérieur, du processus qui fut à l'origine de la nationalisation, qu'elle contribuerait aujourd'hui à dissoudre.

L'émergence de mobilisations transnationales ne serait que la manifestation de cette tendance historique incontournable. Outre la dimension prophétique d'un jugement que peu de chose permet à l'heure actuelle d'étayer, il souffre du simplisme de l'opposition qui le fonde. Le développement de la sphère économique ne se réalise pas au détriment d'un État appelé à disparaître. Il est à la fois le produit de stratégies d'États et d'un redéploiement de formes étatiques dont on sait qu'elles furent l'une des conditions de développement de l'économie capitaliste¹. La notion de société civile transnationale, aux fondements théoriques incertains, reste de la même manière très fragile. Les organisations internationales, y compris les plus développées (pour la défense des droits de l'homme, de l'environnement, etc.), sont encore inscrites dans des cadres nationaux et étatiques d'action². Loin de se dissoudre, l'État-nation se redéfinit. C'est encore dans ce cadre que sont formées les élites de la mondialisation³ comme celle de l'altermondialisme⁴. Penser ce dernier à l'aune d'un processus hypothétique risque de conduire à un raisonnement circulaire selon lequel la contestation de la mondialisation serait causée... par la mondialisation.

Deuxièmement, les frustrations provoquées par l'internationalisation croissante des échanges économiques, politiques ou culturels sont peut-être source de préjudices et de griefs, mais suffisent-elles à expliquer l'émergence d'un mouvement de protestation organisé ? Quelles sont les conditions dans lesquelles ces frustrations sociales peuvent déboucher sur une action collective organisée de grande ampleur ? Pour expliquer ces conditions, il convient d'avoir recours à d'autres niveaux

1. Jean-François Bayart, *Le Gouvernement du monde. Une critique politique de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2004 ; Bruno Jobert (dir.), *Le Tournant néolibéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994.

2. Samy Cohen, *La Résistance des États. Les démocraties face aux défis de la mondialisation*, Paris, Le Seuil, 2003.

3. Anne-Catherine Wagner, *Les Élites de la mondialisation*, Paris, PUF, 1998.

4. Éric Agrikoliansky, Boris Gobille, Isabelle Sommier, « Les militants de l'altermondialisme », *Critique internationale*, n° 27, 2005.

d'analyse, en particulier celui des organisations susceptibles d'encadrer, de coordonner et finalement d'impulser la mobilisation. La lutte pour une autre mondialisation n'est pas un mouvement à recrutement direct, mais plutôt une *mobilisation de mobilisations* qui se fonde sur la coordination de groupes s'associant, au-delà de leurs propres objectifs, dans une structure nouvelle. Un tel constat peut paraître évident. Il contredit pourtant directement les commentateurs qui analysent ces protestations comme une révolte spontanée des sociétés civiles face à un processus naturel, la mondialisation, qui les submergerait. Bien au contraire, comme la plupart des mouvements sociaux, la lutte antiglobalisation est liée à l'existence d'« entrepreneurs » de mouvements sociaux, qui fournissent les ressources matérielles, idéologiques ou relationnelles nécessaires au processus d'émergence d'une contestation organisée. Surtout, sa spécificité vient de ce qu'elle est le fruit de la reconversion d'acteurs hétérogènes, mêlant associations de solidarité Nord-Sud, syndicats de salariés ou de paysans, mouvements de « sans », groupes partisans radicaux, etc. Quelles sont alors les conditions qui ont pu favoriser ces reconversions par lesquelles des militants aux origines et aux préoccupations initiales parfois très diverses ont pu s'investir et se reconnaître dans cette cause ? De quelle manière ces luttes diversifiées furent-elles progressivement construites et pensées comme un combat cohérent et homogène contre la mondialisation ? Tout cela nous ramène à la notion de « champ multi-organisationnel ». C'est en prêtant attention à la circulation des militants dans l'espace des mouvements sociaux et à la lutte entre organisations pour attirer et retenir les personnes potentiellement mobilisables que l'on peut espérer comprendre comment se définissent les champs d'alliance et de conflit d'où émerge cette nouvelle cause.

Troisièmement, et dans la ligne du point précédent, cette perspective conduit à rejeter l'idée *a priori* séduisante d'une radicale nouveauté de la contestation de la mondialisation ¹.

1. Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires*, Paris, Flammarion, « Champs », 2003.

Toutes les analyses rassemblées dans ce livre convergent pour indiquer que la nouveauté est toute relative. D'abord, les acteurs de ces mobilisations, les enjeux dont ils traitent et les répertoires dont ils usent pour s'exprimer ne sont pas nouveaux. Si l'on scrute attentivement la scène des mouvements sociaux depuis les années 1970, on constate que la plupart des thématiques abordées par le mouvement altermondialiste, de l'écologie au tiers-mondisme en passant par la lutte contre le capitalisme, lui sont bien antérieures. Le souci de la dimension internationale ne date évidemment pas de l'émergence d'une critique de la mondialisation. La pensée marxiste et le mouvement socialiste français ont depuis la fin du XIX^e siècle placé cette préoccupation au cœur de leur critique du capitalisme ¹. De la même manière, l'émergence d'acteurs politiques transnationaux et de formes transnationales d'action militante ne caractérise pas la fin de ce siècle, elle s'ancre dans une temporalité beaucoup plus large.

Nuancer la nouveauté de l'altermondialisme ne conduit pas pour autant à en nier l'originalité ou à n'y voir qu'un avatar de l'internationalisme marxiste. Le mouvement qui se développe depuis 1999 n'est pas réductible à ces épisodes passés. Cette mise en perspective amène à revendiquer la possibilité d'en faire l'histoire ou plus précisément d'en retracer la généalogie.

Généalogie d'un mouvement social

L'altermondialisme vise à définir un cadre d'action collective articulé autour d'un ensemble de principes d'action ou de justifications à la fois produit, repris et transformé par des

1. On relira avec profit le texte le plus fameux de Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, rédigé en 1847 (Paris, Nathan, 1981), dans lequel ils analysent comment « la bourgeoisie envahit le globe entier » et donne « par l'exploitation du marché mondial [...] un caractère cosmopolite à la production ». « À la place de l'ancien isolement local et national se développent un trafic universel, une dépendance mutuelle des nations », concluaient-ils.

organisations. Faire la généalogie de l'altermondialisme implique donc, d'abord, de faire l'histoire d'un discours critique de la mondialisation qui relie une série hétérogène de maux, la misère au Sud, l'exclusion et le chômage au Nord, et leur attribue de nouvelles causes : la globalisation des échanges économiques, le recul de l'État face aux marchés. Mais la genèse de ce nouveau cadre de perception et d'action ne peut être comprise comme un simple jeu sur le discours, ni comme le fruit des volontés ou des desseins stratégiques de quelques-uns. « Nul n'est responsable d'une émergence ; nul ne peut s'en faire gloire ; elle se produit toujours dans l'interstice ¹ », affirme joliment Michel Foucault. C'est donc sur les jeux, au sens d'espaces laissés libres et d'échanges de coups tels qu'ils se déroulent dans le champ politique, le champ syndical, ou le champ des associations de solidarité internationale qu'il faut se pencher pour comprendre comment s'invente l'altermondialisme. Le procédé généalogique présente l'intérêt méthodologique majeur d'éviter la quête éperdue des origines, d'un moment fondateur, de continuités immuables entre le passé et le présent. Comme le souligne encore Foucault, « la généalogie ne prétend pas remonter le temps pour rétablir une grande continuité par-delà la dispersion de l'oubli ² ». En partant à la recherche des héritages et des filiations d'un mouvement social, on court toujours le risque de céder à cette « obsession embryogénique » pour ce que Marc Bloch nomme « l'idole des origines ³ », qui consiste à substituer à la chronologie courante un nouveau point de départ, plus ancien. Faut-il remonter à l'internationalisme ouvrier de la fin du XIX^e siècle pour trouver le moment fondateur de l'altermondialisme ? Si une telle remontée dans le temps peut être instructive, elle peut aussi conduire à une double impasse, reproduire l'illusion qu'il existe un moment fondateur au-delà duquel on ne pourrait remonter ; ou dissoudre l'intelligibilité

1. Michel Foucault, « Nietzsche, la généalogie et l'histoire », *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971, p. 156.

2. *Ibid.*, p. 150.

3. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2002.

du changement et de l'innovation, considérant que ce qui se produit aujourd'hui est entièrement réductible au passé. L'altermondialisme français ne surgit pas de rien, mais il ne constitue pas un simple avatar de l'internationalisme de la gauche française. Il représente au contraire le fruit d'une série d'évolutions et de transformations dont cet ouvrage retrace précisément les séquences ¹.

Les chapitres qui suivent permettent d'en isoler trois. La première renvoie à la constitution d'un pôle intellectuel et militant centré sur la solidarité avec le tiers-monde. La deuxième est celle des recompositions partisans et syndicales qui affectent l'espace politique français des années 1980 et 1990, offrant un contexte favorable à l'émergence de cette nouvelle cause. C'est enfin la dynamique des événements protestataires – contre-sommets, forums sociaux, campagnes mondiales –, qui vont servir de catalyseur.

L'héritage tiers-mondiste

Courant aux contours flous et aux composantes multiples, né au cours du processus de décolonisation, le tiers-mondisme a occupé une position centrale dans le processus de formation d'un discours critique sur la mondialisation ². Un des événements précurseurs de la mobilisation fut la série de manifestations organisées à Paris durant l'été 1989 pour l'abolition de la dette du tiers-monde (chapitre 1). Dès 1989 se mettent en place une configuration d'acteurs et un registre de discours qui esquissent ce que sera le mouvement altermondialiste dix ans plus tard. Des mouvements comme le CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale), organisation « anti-impérialiste » créée au moment de la guerre d'Algérie, qui fut un temps la commission internationale du PSU, ou des mouvements catholiques tiers-mondistes, tel le CCFD (Comité catholique contre la faim

1. On trouvera une chronologie sommaire de ces évolutions, p. 345.

2. Sur le tiers-mondisme, on se reportera à Claude Liauzu, *L'Enjeu tiers-mondiste. Débats et combats*, Paris, L'Harmattan, 1987.

et pour le développement), réunis dans le cadre du CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), joueront un rôle essentiel de sensibilisation et de diffusion d'une expertise critique à propos des relations économiques internationales. Ils participent encore aujourd'hui à la direction d'une organisation comme ATTAC ou au processus de préparation des manifestations altermondialistes. Le tiers-mondisme a joué également un rôle essentiel dans l'histoire du *Monde diplomatique*, un des principaux artisans de la création d'ATTAC (chapitre 4). Durant les années 1970, la défense du tiers-monde offrit en effet aux journalistes intellectuels du *Diplo* la possibilité de prendre position sans pour autant se lier à une organisation ou à un courant politique. Or c'est bien à partir de cette cause, marquée par la dénonciation des politiques impérialistes des grandes puissances, notamment des États-Unis, que ceux-ci abordèrent progressivement une critique de la mondialisation néolibérale et du rôle des institutions financières internationales. La généalogie de la critique des médias manifeste de même l'importance de ce souci du tiers-monde (chapitre 5). La première vague des « mobilisations informationnelles » se déploie au cours des années 1970 à partir d'une critique de l'impérialisme culturel des pays occidentaux. Le mot d'ordre est alors de « décoloniser l'information ». Enfin, la participation de syndicats paysans au mouvement altermondialiste reflète un souci ancien de penser la justice et la solidarité dans un cadre mondial, où le sort des paysans du Nord est indissociable de celui des affamés du Sud. Que la trame du discours emprunte au marxisme, comme chez les Paysans travailleurs issus du PSU et qui furent à l'origine de la Confédération paysanne (chapitre 3), ou au christianisme, comme à la JAC (chapitre 2), c'est une commune articulation entre le local et le global qui se forge, et ce bien avant qu'émerge la figure de José Bové.

Cet héritage est étonnamment négligé aujourd'hui, sans doute parce que les recherches consacrées au tiers-mondisme sont rares. La filiation idéologique et revendicative est pourtant particulièrement claire. Les discours tiers-mondistes reposaient

sur des « cadres d'injustice » proches de ceux qui dominent les revendications des altermondialistes. Ils proposaient déjà dans les années 1970 et au début des années 1980 d'expliquer le sort des « nations prolétaires » par la montée du néolibéralisme dans les pays anglo-saxons et par les connivences dénoncées entre multinationales, gouvernements occidentaux et institutions financières internationales. Par ailleurs, la faible institutionnalisation des préoccupations tiers-mondistes et l'ancrage des militants dans des groupes très divers (partis comme le PSU, mouvements écologistes, syndicats) impliquaient déjà des liens entre la cause du Sud et des revendications hétérogènes (droits de l'homme, rapport à la terre et à la production de richesse, environnement, etc.) qui préfigurent la grande synthèse incarnée aujourd'hui par l'altermondialisme.

Au-delà des discours et des cadrages proposés par les acteurs frappe aussi la proximité des formes et des pratiques. Là encore, ces coïncidences ne sont pas fortuites : elles reflètent des continuités directes ou indirectes entre les acteurs et les organisations. C'est d'abord le cas de la valorisation de l'expertise. Évoluant souvent dans les milieux intellectuels (journalistes, universitaires, consultants), les militants tiers-mondistes des années 1970 et 1980 défendaient une vision de l'action politique qui était inséparablement militante et experte. C'est sur un même registre savant que la critique de la mondialisation se développe à la fin des années 1990. Une telle continuité n'est guère surprenante si on sait que ce sont des spécialistes de l'économie du développement, issus de groupes comme le CEDETIM ou l'AITEC, ou des universitaires intervenant dans *Le Monde diplomatique* qui fournirent aux critiques de la mondialisation leurs premiers arguments. Que l'on songe au rôle de précurseur joué par René Dumont dans la diffusion d'une vision mondiale des enjeux d'environnement.

Nébuleuse impossible à réduire à une organisation, les tiers-mondismes préfigurent enfin bien la labilité et l'hétérogénéité de la galaxie altermondialiste. Labels plus qu'idéologies cohérentes, ces causes représentent des cadres

d'énonciation des injustices suffisamment larges pour permettre à des groupes très variés de s'y reconnaître. S'y investissent en particulier et y coexistent de manière conflictuelle des militants qui se revendiquent du marxisme et des groupes liés à un engagement confessionnel chrétien. Cette configuration originale, qui semble singulariser l'altermondialisme français aujourd'hui, n'est pas une nouveauté. Elle reflète les liens qui se nouèrent non seulement au sein de la nébuleuse tiers-mondiste, mais aussi au-delà, à la faveur des recompositions de la gauche française au moment de la décolonisation. La guerre d'Algérie et les conflits qui divisèrent les grands partis de gauche furent en effet l'occasion d'un rapprochement entre des dissidents socialistes, des marxistes anticolonialistes, des petits groupes trotskistes et des chrétiens sociaux. Le PSU constitue une bonne illustration des relations, instables et conflictuelles, qui s'établirent à ce moment-là. Il fut l'un des creusets du discours tiers-mondiste. Et des composantes importantes de la mouvance alter actuelle, notamment les fondateurs de la Confédération paysanne, des animateurs d'ONG de développement, des militants des droits de l'homme, etc., s'y côtoyèrent.

Une recomposition de l'espace des luttes

Ces passerelles entre altermondialisme et tiers-mondisme n'expliquent toutefois pas tout. L'impression de continuité est trompeuse et risque de faire glisser, si l'on n'y prend garde, du constat de la filiation à celui d'une homologie. À trop vouloir relativiser la nouveauté, on risque de la perdre totalement de vue. Si la constitution de mobilisations autour du tiers-monde constitue une étape importante, elle demeure un maillon d'un processus plus large et plus complexe. D'abord, c'est paradoxalement au moment où la cause du tiers-monde paraît moribonde, et alors que se délitent les espaces de convergence entre marxistes et chrétiens, avec la disparition du PSU à la fin des années 1980, que se redéveloppe cette lutte. Ensuite, le succès de l'altermondialisme tient largement à la profonde reformulation de celle-ci et à la recomposition de ses soutiens.

Par quels mécanismes un ensemble aussi disparate d'acteurs, les tiers-mondistes, mais aussi les syndicats, les mouvements des « sans », les « médias-activistes », des anarchistes se rassemblèrent-ils autour d'une critique du néolibéralisme global ? Comment comprendre la constitution d'un tel front d'organisations et de militants qui font de la justice globale, des relations Nord-Sud et du contrôle du capitalisme leur principal mot d'ordre ? Comment saisir la reconfiguration parallèle du cadre revendicatif qui associe désormais défense des retraites et des services publics dans les pays du Nord et aide aux pays pauvres du Sud ?

Les analyses en termes de société civile mondiale mettent, nous l'avons dit, l'accent sur les facteurs exogènes. L'internationalisation du commerce et le déclin de l'État produiraient mécaniquement cette aspiration des militants vers le « global ». Le cas français montre bien les limites de cette analyse. C'est à l'inverse dans les logiques internes à l'espace politique national qu'il faut chercher les ressorts des mobilisations sur les questions internationales.

La création d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens, juin 1998) est une étape déterminante. ATTAC va constituer en France le principal pôle de développement d'un vaste mouvement de critique de la mondialisation. Aussi faut-il se demander quelles conditions ont favorisé la convergence des groupes qui furent à l'origine de sa création dans le contexte de la fin des années 1990.

Réseaux et homologues. Peut-être qu'au-delà des dissemblances apparentes ces organisations partagent des traits qui facilitent leur rapprochement. Elles se caractérisent en effet par un ancrage commun dans des cercles d'affinités sociales et militantes liés à la gauche non gouvernementale. Outre la socialisation commune au PSU pour les plus âgés des militants qui participèrent à la fondation d'ATTAC, la multipositionnalité des autres facilita sans doute leur rapprochement. Syndicats, mouvements de « sans », partis politiques constituent des sphères poreuses qui se recoupent partiellement et entre lesquelles circulent les militants. La décennie 1980, marquée

par une crise de la gauche radicale, fut en particulier une période de mobilité des militants, qui cherchèrent à diversifier leurs engagements à un moment d'atonie des structures partisans¹. Les mouvements de « sans » (comme Agir contre le chômage), des syndicats (en particulier SUD) constituèrent ainsi des structures d'accueil pour des militants issus du trotskisme, en particulier de la LCR, qui trouvèrent ensuite dans l'altermondialisme une nouvelle sphère d'action. L'itinéraire d'un Christophe Aguiton en est la meilleure illustration (chapitre 10). Militant de la LCR, il fut l'un des créateurs de SUD, d'AC ! et des Marches européennes contre le chômage, avant de participer à la fondation d'ATTAC en 1998. La constitution d'une nébuleuse altermondialiste est bien l'un des produits des processus de recomposition de la « gauche de la gauche » dans la décennie 1990.

Au-delà de ces liens effectifs, on repère entre les groupes qui participèrent à la création d'ATTAC une homologie de position qui éclaire mieux leur intérêt pour l'international. Ils se caractérisent par la marginalité de leur place dans leurs sphères respectives comparée aux organisations plus anciennes et mieux implantées dont ils se révèlent être les challengers. Ce sont des *outsiders*, au sens où ils sont souvent de nouveaux entrants dans leurs champs d'activités, faiblement dotés en ressources et en légitimité, et fréquemment marqués par des logiques de dissidence ou de minorité. Le cas des syndicats est tout à fait exemplaire. Pour les syndicats de salariés (chapitres 8 et 9), les artisans les plus actifs de la construction d'ATTAC sont des dissidents de la CFDT tels que les SUD, créés en 1989 à la SNCF et au PTT, et le Groupe des dix, structure interprofessionnelle qui accueille, outre les syndicats SUD, d'autres syndicats non confédérés. Revendiquant une « autre forme de syndicalisme », marqués par leur hostilité aux grandes centrales, ceux-ci défendent à la fois une stratégie offensive et l'élargissement du combat syndical à d'autres

1. Sur la crise militante qui affecte la LCR dans la décennie 1980, voir Florence Joshua, « La dynamique militante à l'extrême gauche. Le cas de la LCR », *Les Cahiers du Cevipof*, n° 37, 2005.

enjeux et à d'autres organisations. Parmi les grandes confédérations, seule la CGT semble avoir manifesté un intérêt pour ces nouvelles luttes. Encore faut-il préciser que cet engagement fut pour l'essentiel le fait de fédérations atypiques, voire marginales, comme la Fédération des finances ou l'Union générale des cadres et techniciens. De même, si l'on se tourne vers le monde du syndicalisme paysan, c'est encore une structure occupant une position secondaire dans le champ de la représentation des intérêts agricoles, la Confédération paysanne, qui fut l'une des chevilles ouvrières de la constitution d'ATTAC et du développement des manifestations altermondialistes (chapitre 3). L'exemple du syndicalisme paysan illustre d'ailleurs bien le poids relatif des héritages idéologiques et des logiques de position. Si le syndicalisme majoritaire partage avec la Confédération paysanne ce souci initial de l'international, ce n'est que tardivement que les jeunes agriculteurs proches de la FNSEA renoueront avec ces préoccupations, alors même que leur concurrent minoritaire y est engagé depuis plusieurs années (chapitre 2). Les mouvements de « sans » font eux aussi doublement figure de marginaux. Car, dans le champ de la représentation des intérêts, ils défendent les populations les plus démunies et les plus stigmatisées (chômeurs, étrangers sans papiers). Ce sont de nouveaux entrants, peu institutionnalisés et faiblement dotés en ressources, surtout comparés aux grandes associations caritatives qui se développent au cours des années 1980 pour prendre en charge les exclus, des Restos du cœur à ATD quart-monde. Il en va de même des groupes tiers-mondistes déjà évoqués, qui occupent des positions marginales face aux succès des « humanitaires » dans la même période, ou encore d'un journal comme *Le Monde diplomatique*, très isolé dans le champ de la presse écrite des années 1980. Le constat ne vaut cependant pas explication. Retrouverait-on ici l'effet de cette loi sociologique qui pousse les *outsiders* vers les avant-gardes ? Observe-t-on un « effet de champ », au sens où l'entend Pierre Bourdieu, qui amènerait les nouveaux entrants, dans les secteurs compétitifs où ils évoluent, à imposer de nouvelles formes d'action et de

nouveaux trophées pour renverser les groupes auparavant dominants ?

Contourner le national. C'est là une façon simple d'énoncer des processus complexes qui se modulent selon des logiques hétérogènes. Pour ne s'arrêter que sur l'exemple des syndicats, l'engagement des groupes dissidents ou minoritaires reflète la fermeture des débouchés qu'impose, au moins dans un premier temps, le système français de représentations des intérêts professionnels. Pour les salariés, comme pour les paysans, l'accès à des ressources permettant le développement d'une structure syndicale passe par des voies étroites, celles des élections professionnelles encore largement dominées par les confédérations majoritaires. On comprend dans ces conditions que l'international ait pu constituer pour ces militants un mode pertinent de contournement de l'espace national. Il leur ouvrirait des opportunités d'action nouvelles, avec par exemple la constitution de fédérations internationales, comme Via Campesina pour la Confédération paysanne. Mais il était aussi porteur de ressources symboliques importantes. S'engager dans l'international, c'est renouer avec des traditions militantes qui permettent d'ennoblir le combat et de transfigurer la lutte pour les postes en questions d'idéologie, voire d'éthique. Faire de la solidarité internationale ou de l'environnement un enjeu syndical, c'est aussi renvoyer les grandes confédérations à l'étroitesse supposée de leurs revendications. C'est signifier aux concurrents que leur terrain de force, le national, est voué à l'obsolescence. En ce sens, on comprend l'empressement de ces militants à considérer l'international, voire le transnational, comme l'avenir du monde et à annoncer le déclin de l'ordre politique étatico-national, au sein duquel ils n'ont justement pas encore leur place.

Un nouveau cycle de protestations. Si les mécanismes qui poussent ces *outsiders* vers l'international varient selon les champs, ces rapprochements semblent aussi facilités par la plus-value organisationnelle qui en découle. L'altermondialisme offre une occasion de mettre en commun des ressources et de gérer des situations de pénurie militante. Si la lutte contre la globalisation constitue un vecteur de renouveau de

l'engagement, c'est aussi parce qu'elle permet de socialiser des moyens épars et fragmentés. Des groupes faibles ou trop spécialisés trouvent dans cette mise en réseau que constitue ATTAC ou les forums sociaux des occasions de se régénérer, de gagner en audience et en reconnaissance, sans perdre leur spécificité ou leur autonomie d'action. Il serait pourtant réducteur de ramener la logique de cette convergence à la seule dynamique de l'intérêt stratégique. Elle est aussi portée par un mouvement plus vaste qui l'englobe. Comme l'a montré Isabelle Sommier, la genèse et le développement d'une nébuleuse altermondialiste ne peuvent être séparés d'une renaissance globale des mouvements contestataires dans la France des années 1990¹. Elle marque, comme le suggère Lilian Mathieu, « l'autonomisation et [...] la consolidation d'un espace des mouvements sociaux, c'est-à-dire d'un univers de pratique et de sens distinct au sein du monde social – et distinct notamment du champ politique partisan –, à l'intérieur duquel les différents mouvements sont unis par des rapports fluctuants d'interdépendance² ».

Après une décennie d'atonie, de crise du syndicalisme et de l'extrême gauche, les années 1990 sont marquées par une série de recompositions qui s'expriment notamment, mais pas seulement, sur le terrain de la critique de la mondialisation. Entre 1990 et 1998, les initiatives et les tentatives d'association se multiplient pour des enjeux divers : lutte contre le sida, sans-papiers, droit au logement, mouvement de chômeurs. Les grèves de 1995, en particulier (chapitre 7), constituent un moment clé de recomposition. L'émergence d'un acteur collectif identifié par le terme « mouvement social » et l'ébauche de nouveaux principes de clivages (la « gauche de la gauche ») signent bien cette autonomisation d'un secteur contestataire polymorphe. Ainsi, l'altermondialisme s'inscrit dans ce qu'on peut nommer avec Sidney

1. Isabelle Sommier, *Le Renouveau des mouvements contestataires*, *op. cit.*

2. Lilian Mathieu, « La constitution du mouvement altermondialisation français », *Critique internationale*, n° 27, 2005.

Tarrow un nouveau « cycle de protestation ¹ » qui se développe en France dans la seconde partie des années 1990. Et ce cycle est moins le produit de la globalisation économique, politique ou culturelle que d'évolutions et de recompositions internes à l'espace politique français.

La décennie 1980 est en effet marquée par une crise de l'engagement radical, qui va paradoxalement produire, à travers les transformations qu'elle implique, les conditions du renouveau d'un mouvement social. Le tournant gestionnaire de la gauche au pouvoir et, plus généralement, la dévalorisation de la référence révolutionnaire et contestataire ont généré les dissidences qui constitueront les piliers de la contestation dans la décennie suivante. L'exemple de SUD ou des mouvements de chômeurs en témoigne. Ensuite, dans un contexte de raréfaction des ressources et de stigmatisation des engagements « politiques », les organisations ont été contraintes à des rapprochements qui annoncent les recompositions ultérieures, entre marxistes et chrétiens, communistes et trotskistes, etc. Enfin, dans une période de déclin des structures partisans, les militants ont trouvé dans le monde associatif ou dans leurs activités professionnelles des voies de reconversion temporaires. C'est bien à travers ces investissements que se sont reformulées les catégories d'action militantes qui forment la mosaïque du mouvement social des années 1990, des luttes pour les « sans » ² et pour les « droits économiques et sociaux » à l'engagement pour le « développement durable ».

1. Sidney Tarrow définit un « cycle de protestation » comme « une phase de croissance des conflits dans un système social : avec une rapide diffusion de l'action collective des secteurs les plus mobilisés vers les moins mobilisés ; de rapides innovations dans les formes de la contestation, la création ou la transformation de cadres d'action collective ; une combinaison de participation organisée et inorganisée » (*Power in Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, p. 142).

2. Pour une convaincante démonstration à propos des mouvements de mal logés, voir Cécile Péchu, *Du comité des mal-logés à Droit au logement. Sociologie d'une mobilisation. Les transformations contemporaines de l'action collective*, thèse pour le doctorat de science politique, sous la direction de Pierre Favre, IEP de Paris, septembre 2004.

On voit bien ici que les « opportunités politiques » ne résultent pas de processus macroéconomiques exogènes. Elles sont au contraire, dans les limites posées par les ressources disponibles et les contraintes étatiques, générées par la dynamique des mouvements sociaux eux-mêmes. En se développant, en se recomposant, ceux-ci produisent continûment des fenêtres d'actions et des ressources permettant de s'y engouffrer. C'est la construction d'un espace des mouvements sociaux, pensé comme une alternative à la gauche réformatrice, qui permet la constitution des relations et des liens qui seront au principe des manifestations altermondialistes. La logique des champs concurrentiels dans lesquels évoluent les militants et les porte-parole des organisations constitue l'un des principaux ressorts de cette dynamique. La production des moyens d'action et la perception même que l'action est possible sont moins le résultat d'une stratégie concertée et consciente des acteurs que le fruit non voulu des logiques de jeux, de concurrence et de distinction dans lesquelles sont pris les acteurs.

La dynamique des événements

Ce renouveau de la protestation n'est pas non plus le simple reflet des logiques systémiques décrites jusqu'ici. Si elles éclairent les conditions de possibilité d'un tel rapprochement, elles laissent dans l'ombre ses conditions concrètes de réalisation. Et si le constat de l'interdépendance entre le mouvement altermondialiste et la vague de protestation dans laquelle il est immergé est indéniable, il reste à saisir ce qui fait la spécificité de cette cause qui, plus que d'autres, semble cristalliser les énergies militantes.

Pour cela, c'est la dynamique historique qui fut au principe de l'émergence de la nébuleuse altermondialiste qu'il faut reconstituer. Or la plupart des travaux contemporains se centrent davantage sur la question des pré-conditions matérielles et cognitives de l'action que sur la trame des événements protestataires ¹.

1. Ce sous-développement est peut-être lié au fait que la réflexion sur la dynamique des moments de la contestation a été associée aux modèles

Surtout préoccupée par la construction de modèles englobants d'intelligibilité de l'action collective, une partie des théoriciens des mobilisations a perdu de vue que chaque mouvement constituait un agencement singulier de logiques générales. Et que se pencher sur la chronologie d'un mouvement social permet de reconstituer la suite spécifique de séquences qui sont au principe de cet agencement et de sa singularité. Dans le cas de l'altermondialisme, ce retour à la chronologie est crucial. À la différence de mouvements institutionnalisés qui prennent rapidement une forme stable, continue et identifiable, « le » mouvement altermondialiste n'est pas associable à une institution, il ne constitue pas un espace structuré et autonome. Il existe surtout à travers des occasions manifestantes : les contre-sommets, les forums sociaux, mondiaux ou européens.

Les auteurs de ce livre insistent sur l'importance de ces manifestations, occasions de contacts et d'échanges concrets entre les protagonistes de la nébuleuse altermondialiste. Des manifestations de Paris en 1989 au Forum social mondial de 2001, on retrace ici l'histoire d'une série de rencontres, ou de retrouvailles. Rencontres entre acteurs politiques nationaux qui se découvrent ou se redécouvrent des intérêts et des revendications partagées. Rencontres aussi entre acteurs internationaux, qui se rapprochent à l'occasion des premières luttes visant les instances de régulation du commerce mondial. Ainsi, l'exemple des mouvements paysans montre bien le rôle joué par les campagnes internationales contre le GATT en 1990, la PAC en 1992, l'OMC en 1999 dans la constitution de Via Campesina. Il invite paradoxalement à considérer que l'internationalisme constitue moins une condition préalable du mouvement alter qu'un de ses effets. C'est en participant à des luttes initialement segmentées que les acteurs du Nord et du Sud, d'Europe et d'Amérique se trouvent et nouent des liens qui seront ensuite réinvestis dans des structures plus stabilisées (comités d'organisation des

psychologiques dépassés du comportement collectif qui voyaient dans la foule irrationnelle le modèle idéal typique du rassemblement protestataire.

forums sociaux, etc.). Observer ces rencontres, c'est aussi suivre la circulation internationale des pratiques. Celle du contre-sommet émerge dans les cercles d'économistes critiques au début des années 1980, éclot comme forme d'action de masse à Berlin en 1988 et se diffuse en France à l'occasion du premier contre-G7 en 1989 (chapitre 1). Celle des groupes d'affinités (chapitre 6) illustre les complexes circonvolutions par lesquelles un modèle d'organisation hérité de l'anarchisme de la fin du XIX^e siècle s'est transmis, *via* les mouvements sociaux américains des années 1960-1970, à l'altermondialisme contemporain.

L'analyse des événements protestataires, en second lieu, permet de retracer la singulière relation dialectique qui s'établit entre le mouvement et les institutions qu'il conteste¹. Qu'il s'agisse du premier contre-G7 français de 1989, de la mobilisation contre l'AMI de 1998 (chapitre 10) ou de la vague de contre-sommets qui se développe après Seattle, l'histoire du mouvement est d'abord celle d'un « contre »-mouvement. Cette logique, qui n'a rien de spécifique à l'altermondialisme, est souvent soulignée pour être déplorée. Les altermondialistes seraient d'éternels protestataires incapables de produire des revendications constructives. L'émergence de forums sociaux, définis comme des espaces de propositions, montre l'écho que ces critiques trouvent au sein même du mouvement. L'identification d'un adversaire constitue cependant un processus essentiel de la construction des mouvements sociaux. Plaider en faveur d'une justice globale pour le Nord et le Sud est fort louable, mais difficile à mettre en œuvre s'il n'y a pas d'institutions ou d'acteurs à *mettre en cause*. Or les événements protestataires constituent justement d'excellentes occasions pour identifier et construire de nouveaux adversaires, les multinationales, le marché, le néolibéralisme, qui produisent des liens entre protestataires.

1. Sur cette conception de l'analyse de l'action protestataire comme processus relationnel, voir Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue*, *op. cit.*, et Donatella della Porta et Olivier Fillieule (dir.), *La Police des foules. La gestion des conflits sociaux par l'État*, Paris, Presses de Sciences Po, à paraître, 2005.

L'ébauche de ces cadres d'injustice ne renvoie bien sûr pas seulement à la dynamique des événements. On observe en effet, de 1989 à 1999, le rôle continu joué par les intellectuels et l'expertise, notamment économique, dans la constitution d'une chaîne de causalité entre des maux divers et des acteurs difficilement identifiables. Mais certains événements, comme les grèves de 1995 (chapitre 7), constituent des occasions propices à la diffusion de ces schèmes de pensée. De la même manière, les « contre »-manifestations favorisent le travail *dramaturgique*¹ indispensable pour identifier les coupables mis en cause par la critique de la mondialisation et montrer comment leurs agissements produisent les malheurs du Nord et du Sud. Des seigneurs du monde, qui deviennent dans la bouche du chanteur Renaud, en 1989, ses « saigneurs », à ce « Dracula politique » qu'est l'AMI, la construction d'un nouveau cadre d'injustice ne fait pas qu'appel à la raison, à l'expertise ou à la science. Elle puise aussi dans le registre des émotions pour constituer un stock partagé de sentiments et d'attitudes, de la compassion à la répulsion, qui constitue un nouvel imaginaire de la protestation reposant sur des principes originaux de perception et de division du monde². Ce n'est plus le Sud qui affronte le Nord, comme dans le discours tiers-mondiste des années 1970, ce sont les malheureux du Sud et du Nord qui font front face aux puissants du monde global : multinationales, gouvernements impérialistes, mais aussi chefs d'État qui se complaisent dans le luxe face aux nouveaux « sans-culottes », à l'image d'un Mitterrand conquis en 1989.

Les événements protestataires sont donc des moments privilégiés où s'ébauchent les cadres d'injustice qui structurent la critique de la globalisation. C'est à l'occasion de ces

1. Joseph Gusfield, *Drinking-Driving and the Symbolic Order. The Culture of Public Problem*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 1981.

2. Sur la nécessité de réévaluer l'importance des émotions dans l'analyse des mouvements sociaux, voir Jeff Goodwin, James M. Jasper, Francesca Polletta (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago et Londres, University of Chicago Press, 2001.

protestations que s'élabore en actes « un sens partagé » par les protagonistes du mouvement. Un sens dont on peut cependant se demander s'il déborde réellement le moment manifestant, tant la nébuleuse des « alter » reste éclatée. Ces rencontres produisent peut-être moins un accord sur des revendications ou des idéologies que le simple sentiment de faire partie d'un même mouvement. La constitution d'une histoire héroïque de l'altermondialisme, sa « geste », est un élément clef de ce travail d'homogénéisation (chapitre 10). Les grèves de 1995 comme la mobilisation contre l'AMI forment une mémoire qui donne consistance au mouvement, en lui attribuant des racines, des buts communs et surtout des « succès » (retrait du plan Juppé en 1995 et du projet d'accord multilatéral sur les investissements en 1998, « victoire » de Seattle en 1999). L'analyse de ces mêmes grèves de 1995 indique toutefois que la construction d'un sens au mouvement n'est pas seulement le fruit de l'activité de ses militants, mais aussi de ses commentateurs, et de ses adversaires. Ce sont finalement tous ces acteurs qui feront de 1995 un événement « anti »-mondialisation (chapitre 7). En ce sens, on perçoit que le processus de « libération cognitive » indispensable à la mise en mouvement d'une protestation reflète les interactions complexes entre les protagonistes du mouvement et ceux auxquels ils s'opposent. À la fois parce qu'il faut un adversaire pour homogénéiser la protestation et parce que c'est en retournant les catégories de celui-ci, la mondialisation économique présentée comme un processus inéluctable et bénéfique, qu'est produit le cadre revendicatif qui permet de réduire la diversité de la nébuleuse altermondialiste à l'unité d'un mouvement social.

Ce retour sur la genèse de l'altermondialisme montre qu'il est impossible de comprendre la naissance et le développement d'un tel mouvement social comme le simple produit de la transformation de la « structure des opportunités politiques ». Ni les mutations de l'économie capitaliste ni le redéploiement des États-nations ne suffisent à expliquer la constitution d'un front de protestation d'une telle ampleur pour une autre mondialisation. C'est en replaçant l'altermondialisme dans le

mouvement de développement d'une nouvelle vague de protestation qui marque la France des années 1990 qu'on saisit les conditions de son émergence. Ensuite, les logiques économiques et les processus politiques ne peuvent être considérés comme des faits qui s'imposeraient aux acteurs, mais ils doivent être analysés comme des constructions intellectuelles. Dans le cas des manifestations altermondialistes, on perçoit combien l'émergence de cette revendication est dépendante de la construction et de la diffusion de la catégorie qu'elle conteste : la « mondialisation ». L'obsolescence de l'État-nation ou les dangers de l'économie transnationale constituent moins des phénomènes « naturels » perçus par tous comme évidents que le fruit de nouvelles représentations du monde, celles que diffusent les militants altermondialistes en établissant un lien entre la misère au Sud, l'exclusion au Nord et l'internationalisation de l'économie. De sorte que, si les promoteurs de la mondialisation ont contribué à l'identification d'un mouvement altermondialiste, les porte-parole de ce dernier ont, en retour, participé à la consolidation de la catégorie de mondialisation. Si ce jeu circulaire est essentiel, les divers chapitres de ce livre montrent cependant que ces processus de cadrage ne peuvent pas être simplement analysés comme le produit de stratégies entrepreneuriales conscientes. Les militants n'inventent pas ces visions du monde, ils les empruntent à des intellectuels, universitaires, essayistes, journalistes, qui jouent le rôle de passeurs entre l'espace de la production scientifique et le monde de l'action politique. Et si ces constructions se diffusent largement à partir des discours tenus par les porte-parole du mouvement, elles reflètent moins un souci tactique qu'une série de contraintes (croyances incorporées, logiques de position et de situation). La promotion de nouvelles visions du monde par les acteurs des mouvements sociaux ne reflète pas un hypothétique machiavélisme. Elle constitue plutôt le produit de contextes politiques et sociaux spécifiques qui s'imposent à ces entrepreneurs eux-mêmes et façonnent leurs visions du monde.